



LU POUR VOUS 14 MARS 2019

Le Télégramme



Trafics de stup à Brest. « On croit rêver » !

D'un côté, un syndicat de police qui se félicite des démarches entreprises par le maire de Brest pour réclamer plus de moyens pour la police nationale. De l'autre, la droite locale qui tire à boulets rouges sur la municipalité en lui reprochant son inaction en la matière. Un an avant les municipales, l'enjeu de la sécurité reprend sa place en haut de la pile.

Suite à l'enquête du Télégramme sur les trafics de stup à Brest, le maire a tenu à informer qu'il avait demandé des renforts policiers au ministère de l'Intérieur. Une démarche saluée par Éric Kerbrat, secrétaire départemental du Syndicat **UNITÉ SGP POLICE** qui évoque un besoin criant. « **Entre 2001 et 2004, on avait 100 personnes en plus** », rappelle-t-il. « **Cela fait des années que l'on réclame des effectifs supplémentaires, et pas seulement pour les stup. Les vols avec violence, les cambriolages qui ont augmenté, le phénomène des mineurs isolés qui continue, celui des migrants qui mobilise trois personnes à chaque fois pour des conduites au centre de rétention administrative de Rennes... Tout cela pèse lourdement sur l'activité** », rappelle le représentant syndical. Pour lui, la priorité aujourd'hui est « **la création d'une unité de policiers en civil, qui serait sept jours sur sept sur le terrain en journée** ».

Pour la droite, le maire est « dans le déni »

Mais la démarche de François Cuillandre n'est pas appréciée de la même façon par tout le monde. À la lecture de ses propos, Bernadette Malgorn, la présidente du groupe politique Rassemblement pour Brest, a trouvé le maire de Brest « dans sa posture habituelle de banalisation, de déploration et de dérobade ». « Certes la lutte contre les stupéfiants est du ressort de la Police nationale et de la justice. Mais qui est responsable de l'organisation, de la salubrité et de la tranquillité de l'espace public ? Qui doit réfléchir, avant de créer des plaques tournantes des transports en commun, aux moyens de prévention et de protection à mettre en place pour sécuriser ces nouveaux pôles d'échange ? » interroge-t-elle.

Pour l'ancienne préfète, le maire doit « assumer ses responsabilités en matière de sécurité ». Et alors que le maire propose d'aider financièrement la Police nationale, elle s'interroge. « S'il dispose d'argent pour la sécurité, pourquoi refuse-t-il obstinément d'équiper l'espace public de vidéoprotection dans les sites sensibles et de créer une Police municipale qui soulagerait la Police nationale des tâches moins spécialisées comme la prévention de proximité ? »

C'est ce que Bernadette Malgorn et les élus du Rassemblement pour Brest défendront lors de la prochaine campagne municipale. Et ils ne sont pas les seuls sur le marché. Brest nouvelle alternative (BNA) porte le même projet et dresse un bilan tout aussi sévère de l'action de la municipalité. « Mais que fait le maire ? À part dire qu'on retrouve cette problématique dans toutes les grandes villes de France. Dans quel déni est-il pour ne rien voir, ne rien entendre ? », assène sa présidente Nathalie Collovati, pas du tout rassurée par les propos du maire. Surtout lorsqu'il suggère « un contrôle fiscal pour les dealers. On croit rêver ! Est-ce de l'humour ? Une boutade ? Comment se fait-il que Brest soit la dernière grande ville de plus de 100 000 habitants à ne pas être dotée de Police municipale ? Pourquoi ne pas équiper la place de la Liberté en dizaines de caméras de vidéo protection ? Qui serait ennuyé ? Les dealers ! Et alors ! ».

www.unitesgppolice.com

UNITÉ SGP POLICE

MAJORITAIRE

FSMI FO

100% Gradés, Gardiens, ADS et PATS

14-03-2019